

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland

ANNEXE N°10

SITUATION D'EXECUTION DU BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC

***Projet de Loi de Règlement
Exercice Budgétaire 2020***

SIGLES ET ABBREVIATIONS

ACRONYMES	DEFINITION	ACRONYMES	DEFINITION
AE	Autorisations d'Engagement	MINESUP	Ministère de l'Enseignement Supérieur
C2D	Contrat de Désendettement et de Développement	MINFI	Ministère des Finances
CES	Conseil Economique et Social	MINFOF	Ministère des Forêts et de la Faune
CP	Crédits de Paiement	MINFOPRA	Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative
DAO	Dossier d'Appel d'Offres	MINHDU	Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain
DGSN	Délégation Générale à la Sureté Nationale	MINJEC	Ministère de la Jeunesse et de l'Éducation Civique
FCP/DR	Fonds de Contrepartie en Dépenses Réelles	MINJUSTICE	Ministère de la Justice
FCP/TDD	Fonds de Contrepartie en Taxes et Droits de Douanes	MINMAP	Ministère des Marchés Publics
MINAC	Ministère des Arts et de la Culture	MINMIDT	Ministère des Mines, de l'Industrie et du Développement Technologique
MINADER	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural	MINPMEESA	Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Economie Sociale et de l'Artisanat
MINAS	Ministère des Affaires Sociales	MINPOSTEL	Ministère des Postes et Télécommunications
MINAT	Ministère de l'Administration Territoriale	MINPROFF	Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille
MINATD	Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation	MINRESI	Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation
MINCOM	Ministère de la Communication	MINREX	Ministère des Relations Extérieures
MINCOMMERCE	Ministère du Commerce	MINSANTE	Ministère de la Santé Publique
MINDCAF	Ministère des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières	MINSEP	Ministère des Sports et de l'Education Physique
MINDDEVEL	Ministère de la Décentralisation et du Développement Local	MINT	Ministère des Transports
MINDEF	Ministère de la Défense	MINTOUL	Ministère du Tourisme et des Loisirs
MINEDUB	Ministère de l'Education de Base	MINTP	Ministère des Travaux Publics
MINEE	Ministère de l'Eau et de l'Energie	MINTSS	Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale
MINEFOP	Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle	PLANUT	Plan d'Urgence Triennal pour l'accélération de la Croissance
MINEPAT	Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire	PROBMIS	Program Budget Management Integrated System
MINEPDED	Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable	PTSJ	Plan Triennal Spécial Jeunes
MINEPIA	Ministère de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales	RT	Ressources Transférées
MINESEC	Ministère des Enseignements Secondaires	SPM	Services du Premier Ministre

SOMMAIRE

SIGLES ET ABREVIATIONS	2
I- CONTEXTE DE L'EXECUTION DU BIP 2020.....	4
II- PRESENTATION DU BIP 2020.....	6
II.1 Présentation du BIP 2020	6
II.2 Evolution du BIP global au cours des cinq dernières années.....	6
II.3 Evolution des Ressources Transférées	7
II.4- Présentation du BIP par chapitre budgétaire	7
II.5. Présentation du BIP 2020 par grandes masses.....	9
II.6 Evolution du BIP 2020 par secteur.....	10
III- EXECUTION PHYSICO-FINANCIERE DU BIP 2020	11
III-1 Mouvement de crédits du BIP 2020.....	11
III- 2 Situation finale de l'exécution du BIP 2020	13
III-3 Etat d'avancement des grands projets de première génération au 31 décembre 2020.....	19
III-4 Etat de mise en œuvre du Plan Triennal Spécial Jeunes	26
III-5 Evolution globale de l'exécution physico-financière du BIP au cours des exercices 2016-2020.....	29
IV- DIFFICULTES RENCONTREES DANS L'EXECUTION DU BIP 2020, MESURES PRISES ET PERSPECTIVES POUR 2021	30
V- ANNEXES.....	32

I- CONTEXTE DE L'EXECUTION DU BIP 2020

Le Budget de l'Etat au titre de l'exercice 2020 a été élaboré dans la perspective de la mise en œuvre de la phase post DSCE pour la période 2020-2030, du parachèvement des projets du PLANUT et du PTS-Jeunes, de l'organisation du CHAN 2020 et le parachèvement des travaux liés à l'organisation de la CAN 2021. Il a également participé de la consolidation budgétaire, conformément au programme économique et financier conclu avec le FMI, tout en protégeant les investissements prioritaires et les dépenses sociales. Une importance particulière a été également accordée à la mise en œuvre des résolutions du Grand Dialogue National.

Dans ce contexte et conformément à la trajectoire définie dans le Cadre Budgétaire à Moyen Terme (CBMT) 2020-2022, le budget de l'État pour l'exercice 2020 reposait sur les hypothèses ci-après :

- un déficit budgétaire de 2,1% du PIB en 2020 ;
- un taux de croissance réel du PIB de 4,0% ;
- un taux d'inflation autour de 2,2%.

L'exécution du BIP 2020 s'est inscrite dans un contexte marqué par la survenance de la pandémie de Covid 19 dont le 1^{er} cas a été enregistré au Cameroun, le 6 mars 2020. A cet effet, le Premier Ministre, Chef du Gouvernement sur Très Haute instruction du **Président de la République, Chef de l'Etat** a prescrit un ensemble de mesures barrières en date du 17 mars 2020.

Le ralentissement de l'activité économique induit par les mesures barrières édictées par le Gouvernement ont eu pour principale conséquence la diminution de 16,17% du BIP soit FCFA 242 milliards en valeur absolue, suite à l'ordonnance N°2020/001 du 03 juin 2020 modifiant et complétant certaines dispositions de la loi N°2019/023 du 24 décembre 2019 portant loi de finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2020, prise par le Chef d'Etat de la République du Cameroun.

Suivant la Loi de finances rectificative N° 2020/008 du 20 juillet 2020 portant ratification de l'Ordonnance N°2020/001 du 03 juin 2020 modifiant et complétant certaines dispositions de la Loi N° 2019/023 du 24 décembre 2019 portant Loi de finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2020, le BIP au titre de l'exercice 2020 se chiffre à **FCFA 1 306,1 milliards** en Autorisations d'Engagement (AE) et **FCFA 1 254,3 milliards** en Crédits de Paiement (CP).

Aussi, le BIP 2020 prend en compte :

- la mise en œuvre des résolutions du sommet extraordinaire des Chefs d'Etats de la CEMAC, tenu en novembre 2019 ;
- le maintien de la veille sécuritaire dans certaines régions du Cameroun ;
- l'accélération de la décentralisation.

II- PRESENTATION DU BIP 2020

Les données relatives au BIP 2020 présentées dans cette section font référence à la Loi de finances initiale et à la Loi de finances rectificative adoptée par le parlement au cours de l'exercice 2020. Cette partie présente les priorités du BIP 2020 assorties de la répartition du BIP par grandes masses et par secteurs.

II .1 Présentation du BIP 2020

Au terme de la session parlementaire de novembre 2019, le Budget global de l'Etat au titre de l'exercice 2020 adopté par le parlement s'élève à 5 040,7 milliards de FCFA en Autorisations d'Engagement (AE) et de 4 951,7 en Crédits de Paiement (CP). La part consacrée à l'investissement public dans cette dotation initiale est de **FCFA 1 579,3 milliards** en Autorisations d'Engagement (AE), et de **FCFA 1 496,3 milliards** en Crédits de Paiement (CP) soit une augmentation de **FCFA 18,3 milliards** en valeur absolue ou **1,24 %** en valeur relative par rapport à la dotation en CP du BIP de l'exercice précédent. La dotation en Ressources Internes (RI) du Budget voté était en hausse de **FCFA 2,7 milliards** en valeur absolue ou **0,38 %** en valeur relative par rapport aux ressources internes consacrées au BIP de l'exercice 2019. En effet, les RI du BIP s'élevaient à **FCFA 700,3 milliards** contre **FCFA 703,0 milliards** lors de l'exercice précédent. A l'exception des Ressources Transférées et des crédits alloués au PLANUT, l'ensemble des sources de financement des Ressources Internes du BIP ont connu une baisse.

Suite à la **Loi N°2020/008 du 20 juillet 2020 portant ratification de l'Ordonnance N°2020/001 du 03 juin 2020 modifiant et complétant certaines dispositions de la Loi N°2019/023 du 24 décembre 2019, portant Loi de Finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2020**, le BIP 2020 se chiffre à **FCFA 1 306, 07 milliards** en Autorisations d'Engagement (AE) et **FCFA 1 254,3 milliards** en Crédits de Paiement (CP), soit une baisse de **FCFA 242 milliards** en Crédits de Paiement (CP).

II.2 Evolution du BIP global au cours des cinq dernières années

La dotation du BIP en CP représente **25,33%** du budget global de l'Etat. Comparativement à l'exercice budgétaire 2019, le BIP 2020 connaît une baisse de l'ordre de **3,07 points** en termes de Crédits de Paiement. Le tableau ci-après présente l'évolution du BIP de 2016 à 2020.

Tableau 1: Evolution du BIP en valeurs de 2016-2020 (en milliards de FCFA)

Exercice Budgétaire	2016		2017		2018		2019		2020	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Budget Global	4 872,90	4 234,70	4 659,70	4 234,70	4 813,60	4 689,50	5 359,80	5 212	5 040,70	4 951,7
BIP en volume	2 151,70	1 525,80	1 873,50	1 586,90	1 404,20	1 291,50	1 625,80	1 478	1 306,07	1 254,30
Part du BIP dans le Budget Global (%)	44,2	36	40,2	36,3	29,2	27,5	30,3	28,4	25,91	25,33

Source : Lois de Finances (2016, 2017, 2018, 2019 et 2020).

II.3 Evolution des Ressources Transférées

Depuis la mise en œuvre de la réforme de 2019 relative au nouveau mode de budgétisation, d'exécution et de suivi des ressources transférées aux CTD en vue du renforcement du processus de décentralisation, les ressources du BIP affectées aux Communes ont connu une augmentation de plus de 53 % par rapport à 2018. En 2020, ces ressources sont estimées à 97,6 milliards de FCFA. Elles représentent 15,2 % des ressources internes ordinaires affectées au BIP 2020.

Tableau 2: Evolution des Ressources Transférées du BIP en Crédits de Paiement sur la période 2015-2020 (en milliards de FCFA)

	Exercice budgétaire					
	Ex.2015	Ex.2016	Ex.2017	Ex.2018	Ex.2019	Ex.2020
Ressources Internes Ordinaires (RIO) du BIP	697,2	578	613,6	635	641,3	641,1
Variation relative RIO	1,30%	-17,10%	6,20%	3,50%	1,00%	0,00%
Ressources Transférées(RT) du BIP	53,9	58,1	58,9	59,6	92	97,6
Variation relative RT	29,10%	7,80%	1,40%	1,20%	54,40%	6,10%
Poids des RT dans les RIO du BIP	7,70%	10,10%	9,60%	9,40%	14,30%	15,20%

Source : MINEPAT/DPIP

II.4- Présentation du BIP par chapitre budgétaire

Le tableau ci-dessous présente par chapitre budgétaire, la répartition du BIP 2020 conformément à la Loi de Finances rectificative.

Tableau 3 : Présentation du BIP (Loi de Finances) 2020 par chapitre budgétaire (en milliers de FCFA)

CHAPITRE BUDGETAIRE	Dotation AE	Dotation CP
01-PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	6 000 000	6 000 000
02-SERVICES RATTACHES A LA PRESIDENCE	934 000	934 000
03-ASSEMBLEE NATIONALE	3 200 000	3 200 000
04-SERVICES DU PREMIER MINISTRE	4 673 787	4 273 787
05-CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	500 000	500 000
06-MINISTERE DES RELATIONS EXTERIEURES	2 230 001	2 230 001

CHAPITRE BUDGETAIRE	Dotation AE	Dotation CP
07-MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE	2 653 570	1 574 000
08-MINISTERE DE LA JUSTICE	5 143 381	4 395 402
09-COUR SUPREME	7 968 819	1 062 094
10-MINISTERE DES MARCHES PUBLICS	1 055 000	1 055 000
11-CONTROLE SUPERIEUR DE L'ETAT	440 000	440 000
12-DELEGATION GENERALE A LA SURETE NATIONALE	16 763 100	16 107 699
13-MINISTERE DE LA DEFENSE	6 561 519	3 763 730
14-MINISTERE DES ARTS ET DE LA CULTURE	832 298	832 298
15-MINISTERE DE L'EDUCATION DE BASE	27 386 394	27 386 394
16-MINISTERE DES SPORTS ET DE L'EDUCATION PHYSIQUE	52 038 628	48 405 839
17-MINISTERE DE LA COMMUNICATION	665 000	665 000
18-MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	8 483 439	8 483 439
19-MINISTERE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION	1 144 101	1 144 101
20-MINISTERE DES FINANCES	2 875 000	2 725 000
21-MINISTERE DU COMMERCE	1 140 000	1 095 000
22-MINISTERE DE L'ECONOMIE, DE LA PLANIFICATION ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	38 208 014	38 208 014
23-MINISTERE DU TOURISME ET DES LOISIRS	6 070 449	6 020 449
25-MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES	14 639 900	14 639 900
26-MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE L'EDUCATION CIVIQUE	9 565 646	9 565 646
27-MINISTRE DE LA DECENTRALISATION ET DU DEVELOPPEMENT LOCAL	39 044 096	38 999 996
28-MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	2 743 168	2 743 168
29-MINISTERE DES MINES, DE L'INDUSTRIE ET DU DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE	3 626 745	3 626 745
30-MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL	46 065 406	45 020 406
31-MINISTERE DE L'ELEVAGE, DES PECHEES ET DES INDUSTRIES ANIMALES	16 544 009	16 544 009
32-MINISTERE DE L'EAU ET DE L'ENERGIE	219 325 923	218 316 000
33-MINISTERE DES FORETS ET DE LA FAUNE	20 098 472	4 760 000
35-MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	6 865 364	6 329 944
36-MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS	361 478 830	357 266 611
37-MINISTERE DES DOMAINES, DU CADASTRE ET DES AFFAIRES FONCIERES	1 774 000	1 774 000
38-MINISTERE DE L'HABITAT ET DU DEVELOPPEMENT URBAIN	108 336 394	102 560 721
39-MINISTERE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, DE L'ECONOMIE SOCIALE ET DE L'ARTISANAT	3 449 838	3 449 838
40-MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE	81 850 827	80 697 499

CHAPITRE BUDGETAIRE	Dotation AE	Dotation CP
41-MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIALE	325 000	325 000
42-MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES	2 554 541	2 554 000
43-MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE	1 060 138	1 060 138
45-MINISTERE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS	20 203 601	20 203 601
46-MINISTERE DES TRANSPORTS	6 773 000	6 773 000
48-COMITE NATIONAL DE DESARMEMENT, DE DEMOBILISATION ET DE REINTEGRATION	2 000 000	2 000 000
49-CONSEIL CONSTITUTIONNEL	358 500	358 500
50-MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE	6 808 000	1 426 500
51-ELECTIONS CAMEROON	1 395 000	600 000
52-COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES	128 704	128 704
53-SENAT	3 200 000	3 200 000
54-COMMISSION NATIONALE POUR LA PROMOTION DU BILINGUISME ET DU MULTICULTURALISME	540 000	540 000
92-PARTICIPATIONS	19 288 000	19 288 000
93-REHABILITATION/RESTRUCTURATION	8 823 992	8 823 992
94-INTERVENTIONS EN INVESTISSEMENTS	92 232 831	92 232 831
95-REPORT	8 000 000	8 000 000
Total BIP 2020	1 306 066 425	1 254 309 996

Source: MINEPAT

II.5. Présentation du BIP 2020 par grandes masses

La diminution observée du BIP 2020 est principalement due à celle des Ressources Internes qui ont connu une baisse de 23,3% contre 13,3 % pour les Ressources externes.

Toutes les composantes des ressources internes ont fortement baissé, à l'exception des ressources allouées au PLANUT qui ont progressé de 17,72% par rapport à l'exercice 2019. Le PTSJ et la CAN sont les composantes qui ont connues les contractions les plus élevées (69,93% et 44% respectivement).

Tableau 4: Répartition du BIP 2020 en Crédits de Paiement par grandes masses

Source de Financement	Ex. 2016	Ex. 2017	Ex. 2018	Ex. 2019	Ex. 2020	Variation entre 2019 et 2020 (%)
Ressources Internes	1000,8	961,9	695,5	703	570,3	-23,27
CAN	120,0	30,0	110,0	72,0	50,0	-44,00
PLANUT	275,0	260,0	-	39,0	47,4	17,72
PTSJ	-	25,0	10,0	10,0	6,1	-63,93
RIS* (C2D+ Appui budgétaire)	27,8	33,3	23,5	26,7	18,6	-43,55
FCP/(DR+TDD)	163,0	198,7	141,2	113,9	80,3	-41,84
RIO (autres)	360,0	379,9	373,8	401,4	339,8	-18,13
Réhabilitation/Participation	55,0	35,0	37,0	40,0	28,1	-42,35

Ressources Externes	525	625	596	775	684	-13,30
BIP global	1 525,8	1 586,9	1 291,5	1 478,0 1	1254,3 1	-17,83
<i>RIO : Ressources Internes Ordinaires</i>						
<i>RT : Ressources Transférées aux CTD</i>						
<i>RIS : Ressources Internes Spéciales</i>						
<i>FCP/TDD : Fonds de Contrepartie en Taxes et Droits de Douanes</i>						
<i>FCP/DR : Fonds de Contrepartie en Dépenses Réelles</i>						

II.6 Evolution du BIP 2020 par secteur

En terme d'allocation des ressources du BIP 2020, les secteurs « *infrastructures* », « *production et commerce* » et « *santé* » restent prioritaires et représentent respectivement 63,84 %, 7,34 % et 6,43 % de la dotation en CP. Le tableau ci-dessous présente la ventilation du BIP par secteurs.

Tableau 5: Répartition du BIP en Crédits de Paiement par Secteur (en milliards de F CFA)

SECTEURS	Ex. 2016	Ex. 2017	Ex. 2018	Ex. 2019	Ex. 2020	Poids dans le BIP 2021
Souveraineté	28,2	24,1	24,2	31,9	26.6	2,12
Défense et sécurité	49,5	22	6	26,1	19.9	1,59
Administration générale et financière	40,9	70,4	49,8	95,1	84.0	6,70
Enseignement, formation et recherche	60,6	74,1	68,5	71,9	51.7	4,12
Communication, culture, loisir et sport	5	5,1	5,8	5,6	11.1	0,88
Santé	132,5	135,1	91	103,6	80.7	6,43
Affaires sociales et emplois	15,2	11,6	11,6	11,9	10.3	0,82
Infrastructures	981,8	1.001,10	784,7	850,3	800.8	63,84
Production et commerce	152	145,6	102,7	105,6	92.1	7,34
Dépenses communes	60,3	97,9	147,2	176	77,.2	6,15
TOTAL	1 526	1 587	1 291,5	1 478,0	1 254.3	100

Source : MINEPAT

III- EXECUTION PHYSICO-FINANCIERE DU BIP 2020

L'exécution du budget d'Investissement Public (BIP) au titre de l'exercice 2020 s'est déroulée dans un contexte de ralentissement de l'activité économique dû, d'une part aux crises sécuritaires et, d'autre part à la survenance de la crise sanitaire mondiale. La conséquence immédiate fut la promulgation de la loi de finances rectificative N° 2020/008 du 20 juillet 2020 portant ratification de l'Ordonnance N°2020/001 du 03 juin 2020 modifiant et complétant certaines dispositions de la Loi N° 2019/023 du 24 décembre 2019 portant Loi de finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2020.

III-1 Mouvement de crédits du BIP 2020

Le BIP au titre de l'exercice 2020 a connu des modifications au cours de son exécution en raison d'un grand nombre de mouvements de crédits effectués par les Administrations. C'est mouvement ont ont porté le BIP de **FCFA 1 254,3 milliards** à **FCFA 1 093,05 milliards**, soit une baisse de **FCFA 161,25 milliards (-12,86 %)** en Crédits de Paiement.

En effet quatre types de mouvements ont été opérés au cours de l'exercice 2020 et sont ci-après présentés. Il s'agit entre autres des :

- redéploiement intra-programme, effectués à l'intérieur d'un même programme **(35,88%)** ;
- virements inter-programme, effectués entre les programmes d'un même chapitre budgétaire **(13,21%)** ;
- virements et transferts inter-chapitre, effectués entre chapitres budgétaires **(21,15%)**;
- virements effectués entre le budget de fonctionnement et le budget d'investissement **(29,75%)**.

Tableau 6: situation des virements de crédits du BIP 2020 (en milliers de FCFA)

CHAPITRE		ENSEMBLE		MODIFICATIONS INTRA-PROGRAMME		VIREMENTS INTER-PROGRAMMES		TRANSFERTS INTER-CHAPITRES		VIREMENTS ET TRANSFERTS BIP - BF	
Code	Libellé	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
01	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	500 000	500 000	500 000	500 000						
02	SERVICE RATTACHE A LA PRESIDENCE	632 000	632 000	632 000	632 000						
04	SERVICES DU PREMIER MINISTERE	530 051	530 051	530 051	530 051						
06	RELATIONS EXTERIEURES	358 415	358 415	50 000	50 000	308 415	308 415				

ETAT ANNEXE AU PROJET DE LOI DE REGLEMENT 2020
(EXECUTION DU BIP 2020)

CHAPITRE		ENSEMBLE		MODIFICATIONS INTRA-PROGRAMME		VIREMENTS INTER-PROGRAMMES		TRANSFERTS INTER-CHAPITRES		VIREMENTS ET TRANSFERTS BIP - BF	
Code	Libellé	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
07	ADMINISTRATION TERRITORIALE	493 259	782 889	244 000	244 000	219 389	219 389		319 500	29 870	
08	JUSTICE	228 000	228 000	228 000	228 000						
10	MARCHES PUBLICS	577 000	577 000	577 000	577 000						
12	DELEGATION GENERALE A LA SURETE NATIONALE	261 636	2 637 403	261 636	261 636				2 375 766		
13	DEFENSE	109 234	13 914 774	-	-	109 234	109 234		13 805 540		
14	ARTS ET CULTURE	60 000	132 963	60 000	60 000				34 963		38 000
15	EDUCATION DE BASE	11 935 091	4 184 894	802 450	802 450	1 544 000	1 544 000	552 594	58 867	9 036 048	1 779 577
16	SPORTS ET EDUCATION PHYSIQUE	43 748 362	13 335 887	6 285 000	6 285 000				7 050 887	37 463 362	
18	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	7 636 812	2 377 451	2 350 946	2 350 946				26 504	5 285 866	
19	RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION	53 480	53 480	38 480	38 480	15 000	15 000				
20	FINANCES	100 000	500 080	100 000	100 000				334 758		65 321
21	COMMERCE	168 721	168 721	168 721	168 721						
22	ECONOMIE, DE LA PLANIFICATION ET DE L' AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	13 090 246	16 352 812	4 716 192	4 716 192	8 374 055	8 374 055		3 262 566		
23	TOURISME ET LOISIRS	70 939	70 939	70 939	70 939						
25	ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES	9 846 601	1 049 562	794 464	794 464				255 098	9 052 136	
26	JEUNESSE ET EDUCATION CIVIQUE	2 078 721	1 878 721	1 878 721	1 878 721			200 000			
27	DECENTRALISATION ET DEVELOPPEMENT LOCAL	1 671 555	2 295 617	671 555	671 555	1 000 000	1 000 000		624 062		
28	ENVIRONNEMENT, PROTECTION DE LA NATURE ET DEVELOPPEMENT DURABLE	1 490 689	315 383	40 000	40 000				275 383	1 450 689	
29	INDUSTRIE, MINES ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE	244 257	5 865 916	136 828	136 828	107 430	107 430		5 621 659		
30	AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL	16 055 586	13 737 326	6 247 872	6 247 872	5 403 697	5 403 697		2 085 757	4 404 017	
31	ELEVAGE, PECHE ET INDUSTRIES ANIMALES	2 078 609	4 714 026	1 478 609	1 478 609	600 000	600 000		2 635 417		
32	EAU ET ENERGIE	133 074 905	39 247 554	3 577 319	3 577 319	35 304 497	35 304 497	77 778 060	365 739	16 415 029	
33	FORETS ET FAUNE	869 374	287 744			287 744	287 744	581 630			
35	EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE	2 595 085	64 896						64 896	2 595 085	
36	TRAVAUX PUBLICS	130 780 473	74 941 779	56 106 356	56 106 356	15 687 159	15 687 159	34 695 078	1 885 694	24 291 881	1 262 570
37	DOMAINES, CADASTRE ET AFFAIRES FONCIERES	414 470	236 764	18 880	18 880			165 590	217 884	230 000	
38	HABITAT ET DEVELOPPEMENT URBAIN	56 183 812	47 980 858	38 412 904	38 412 904	9 255 419	9 255 419		312 535	8 515 489	
39	PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, ECONOMIE SOCIALE ET ARTISANAT	279 990	279 990	279 990	279 990						
40	SANTE PUBLIQUE	44 998 958	13 368 189	9 592 447	9 592 447	199 373	199 373	3 350 812	1 289 370	31 856 327	2 287 000
41	TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE	340 000	340 000	340 000	340 000						
42	AFFAIRES SOCIALES	360 500	360 500	222 500	222 500	138 000	138 000				

CHAPITRE		ENSEMBLE		MODIFICATIONS INTRA-PROGRAMME		VIREMENTS INTER-PROGRAMMES		TRANSFERTS INTER-CHAPITRES		VIREMENTS ET TRANSFERTS BIP - BF	
Code	Libellé	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
43	PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE		104 600						104 600		
45	POSTES ET TELECOMMUNICATIONS	11 594 804						1 431 435		10 163 369	
46	TRANSPORTS	2 700 951	26 510 644	2 510 951	2 510 951				23 999 693	190 000	
48	COMITE NATIONAL DE DESARMEMENT, DE DEMOBILISATION ET DE REINTEGRATION	462 484	-	-	-					462 484	
49	CONSEIL CONSTITUTIONNEL	358 500	358 500	358 500	358 500						
50	FONCTION PUBLIQUE ET REFORME ADMINISTRATIVE	624 964	624 964	624 964	624 964						
52	COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME ET DE LIBERTE	17 494	17 494	17 494	17 494						
54	COMMISSION NATIONALE POUR LA PROMOTION DU BILINGUISME ET DU MULTICULTURALISME	1 000 195	1 000 195	1 000 195	1 000 195						
60	SUBVENTIONS ET CONTRIBUTIONS		100 000								100 000
65	DEPENSES COMMUNES		10 073 911								10 073 911
92	PARTICIPATIONS	2 520 060								2 520 060	
94	INTERVENTIONS EN INVESTISSEMENT	83 097 514	128 846 804	70 089 170	70 089 170			1 392 201	58 757 634	11 616 143	
95	REPORT	8 216 732	1 314 424	1 314 424	1 314 424			5 617 374		1 284 934	
TOTAL		594 510 529	433 254 120	213 329 557	213 329 557	78 553 411	78 553 411	125 764 773	125 764 773	176 862 788	15 606 380

III- 2 Situation finale de l'exécution du BIP 2020

Après l'adoption de la Loi de finances N°2020/008 du 20 juillet 2020 portant ratification de l'Ordonnance N°2020/001 du 03 juin 2020 modifiant et complétant certaines dispositions de la Loi N° 2019/023 du 24 décembre 2019 portant Loi de finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2020 et les mouvements de crédits qui sont intervenus, la dotation globale en Crédits de Paiement du BIP est de **FCFA 1 093,05 milliards** répartie ainsi qu'il suit :

- **FCFA 622,54 milliards** en ressources internes ;
- **FCFA 490,65 milliards** en ressources externes.

La situation de l'exécution physico-financière affiche les statistiques ci-après :

- engagement : **FCFA 1 072,25 milliards** en valeur absolue, soit **98,10 %** en valeur relative ;
- liquidation : **FCFA 1 064,49 milliards** en valeur absolue, soit **97,39 %** en valeur relative ;
- ordonnancement : **FCFA 1 064,16 milliards** en valeur absolue, soit **97,36 %** en valeur relative ;

- taux d'exécution physique des projets : **94,77 %**.

S'agissant des ressources internes, il ressort au terme de l'exercice 2020, une augmentation des taux d'exécution financière des projets du BIP par rapport à la même période de l'exercice 2019. Cependant, le taux d'exécution physique des projets sur ressources internes est en baisse.

De façon spécifique, les constats sont les suivants :

- Taux d'engagement : **96,72 %** contre **91,84 %** à la même période en 2019, soit une hausse de **4,88 points** ;
- Taux de liquidation : **95,47 %** contre **89,97 %** au terme de l'exercice 2019, soit une augmentation de **5,5 points** ;
- Taux d'ordonnancement : **95,42 %** contre **89,58 %** au 31 décembre 2019, soit une hausse de **5,84 points** ;
- Taux de réalisation physique : **90,26 %** contre **91,09 %** à la même période en 2019, soit une baisse de **0,83 points**.

Concernant les projets relevant des financements extérieurs, il est observé au terme de l'exercice 2020, une baisse du taux d'exécution desdits projets (**99,92 %** contre **102,03 %** à la même période en 2019, soit une baisse de **2,11 points**).

Tableau 7 : Situation d'exécution du BIP 2020 par mode de gestion (en milliers de FCFA)

TYPE DE CREDITS	DOTATION LF RECTIFICATIVE		DOTATION REVISEE		ENG.	LIQ.	ORD.	% ENG CP	% LIQ	% ORD	% RPHY S
	AE	CP	AE	CP	CP						
BIP 2020 sur ressources internes	622 066 430	570 310 000	674 459 604	622 703 175	602 264 453	594 501 192	594 168 823	96,72	95,47	95,42	90,26
Crédits à gestion centrale	502 168 363	455 301 021	541 801 914	494 934 573	487 863 970	487 221 735	486 909 366	98,57	98,44	98,38	90,56
<i>projets CAN sur Ressources Internes</i>	53 632 789	50 000 000	54 383 676	50 750 887	50 750 000	50 750 000	50 750 000	100,00	100,00	100,00	100,00
<i>Fonds de contrepartie en dépenses réelles</i>	60 280 000	60 280 000	60 865 685	60 865 685	60 572 984	60 572 984	60 572 984	99,52	99,52	99,52	99,52
<i>Fonds de contrepartie en taxes et droits de douane</i>	20 018 000	20 018 000	27 890 581	27 890 581	27 890 581	27 890 581	27 890 581	100,00	100,00	100,00	-
<i>Transferts en capital aux Ets publics et aux ménages</i>	29 149 733	29 049 733	25 428 031	25 328 031	25 038 573	25 038 573	25 038 573	98,86	98,86	98,86	98,71
<i>Subventions aux entreprises</i>	425 000	425 000	1 017 561	1 017 561	942 561	942 561	942 561	92,63	92,63	92,63	92,63
<i>Crédits Plan Triennal Spécial jeunes</i>	6 100 000	6 100 000	5 476 176	5 476 176	5 444 735	5 444 735	5 444 735	99,43	99,43	99,43	31,83
<i>Crédits PLANUT</i>	51 824 351	47 385 898	39 378 690	34 940 237	34 849 807	34 849 807	34 849 807	99,74	99,74	99,74	91,15

ETAT ANNEXE AU PROJET DE LOI DE REGLEMENT 2020
(EXECUTION DU BIP 2020)

TYPE DE CREDITS	DOTATION LF RECTIFICATIVE		DOTATION REVISEE		ENG.	LIQ.	ORD.	% ENG CP	% LIQ	% ORD	% RPHYS
	AE	CP	AE	CP	CP						
<i>Crédits pour projets C2D</i>	8 676 544	8 676 544	11 078 504	11 078 504	11 034 773	11 034 773	11 034 773	99,61	99,61	99,61	38,40
<i>Participations</i>	19 288 000	19 288 000	16 767 940	16 767 940	16 767 940	16 767 940	16 767 940	100,00	100,00	100,00	100,00
<i>Réhabilitation / Restructuration</i>	8 823 992	8 823 992	8 823 992	8 823 992	8 745 034	8 745 034	8 745 034	99,11	99,11	99,11	99,16
<i>Reports de crédits (Chapitre 95 + Administrations)</i>	8 000 000	8 000 000	5 102 622	5 102 622	4 170 564	4 170 564	4 072 564	81,73	81,73	79,81	-
<i>chapitre 95</i>	8 000 000	8 000 000	1 097 692	1 097 692	1 062 692	1 062 692	1 062 692	96,81	96,81	96,81	-
<i>Administrations</i>	-	-	4 004 930	4 004 930	3 107 873	3 107 873	3 009 873	77,60	77,60	75,15	-
<i>Autres Dépense à gestion centrale</i>	235 949 953	197 253 854	285 588 456	246 892 356	241 656 419	241 014 183	240 799 815	97,88	97,62	97,53	87,74
Crédits délégués et Ressources transférées	119 898 067	115 008 979	132 657 690	127 768 602	114 400 482	107 279 457	107 259 457	89,54	83,96	83,95	89,31
<i>Crédits délégués aux SDs en régions</i>	20 933 673	17 044 104	29 042 437	25 152 868	23 445 015	21 869 144	21 849 144	93,21	86,94	86,87	90,35
<i>Délégations automatiques</i>	20 933 673	17 044 104	20 933 673	17 044 104	15 336 251	14 774 023	14 774 023	89,98	86,68	86,68	90,87
<i>Délégations ponctuelles FCP dep. réelles</i>	-	-	150 415	150 415	150 415	110 415	110 415	100,00	73,41	73,41	100,00
<i>Délégations ponctuelles PTS-Jeunes</i>	-	-	623 824	623 824	623 824	623 800	623 800	100,00	100,00	100,00	100,00
<i>Autres Délégations ponctuelles</i>	-	-	7 334 526	7 334 526	7 334 526	6 360 906	6 340 906	100,00	86,73	86,45	87,84
<i>Ressources transférées aux CTDs</i>	97 676 694	96 677 175	100 243 802	99 244 283	87 867 360	83 107 450	83 107 450	88,54	83,74	83,74	89,77
<i>transferts de compétences</i>	61 943 024	60 987 605	62 866 070	61 910 651	54 966 609	52 112 855	52 112 855	88,78	84,17	84,17	89,94
<i>DGD volet investissement</i>	35 733 670	35 689 570	36 044 097	35 999 997	31 567 117	29 890 338	29 890 338	87,69	83,03	83,03	89,76
<i>transferts d'intervention en investissement</i>	-	-	1 333 634	1 333 634	1 333 634	1 104 257	1 104 257	100,00	82,80	82,80	82,30
<i>Crédits délégués aux Ambassades, Consuls, ...etc</i>	1 287 700	1 287 700	3 371 451	3 371 451	3 088 107	2 302 863	2 302 863	91,60	68,30	68,30	68,30
<i>Délégations automatiques</i>	1 287 700	1 287 700	1 302 700	1 302 700	1 019 356	1 019 356	1 019 356	78,25	78,25	78,25	78,25
<i>Délégations ponctuelles</i>	-	-	2 068 751	2 068 751	2 068 751	1 283 506	1 283 506	100,00	62,04	62,04	62,04
BIP 2020 sur ressources externes	684 000 000	684 000 000	470 350 417	470 350 417	469 989 039	469 989 039	469 989 039	99,92	99,92	99,92	99,92
TOTAL BIP 2020	1 306 066 430	1 254 310 001	1 144 810 021	1 093 053 592	1 072 253 492	1 064 490 230	1 064 157 862	98,10	97,39	97,36	94,77

Tableau 8 : exécution du BIP 2020 par chapitre budgétaire

Chapitre budgétaire / Budgetary Head	DOTATION LF RECTIFICATIVE		DOTATION FINALE		ENG.	LIQ.	ORD.	% ENG CP	% LIQ	% ORD	% RPH YS
	AE	CP	AE	CP	CP						
01 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	6 000 000	6 000 000	6 000 000	6 000 000	6 000 000	6 000 000	6 000 000	100,00	100,00	100,00	100,09
02 SERVICES RATTACHES A LA PRESIDENCE	934 000	934 000	934 000	934 000	933 965	933 965	933 965	100,00	100,00	100,00	100,00
03 ASSEMBLEE NATIONALE	3 200 000	3 200 000	3 200 000	3 200 000	3 200 000	3 200 000	3 200 000	100,00	100,00	100,00	-
04 SERVICES DU PREMIER MINISTRE	4 673 787	4 273 787	4 673 787	4 273 787	4 267 718	4 267 718	4 267 718	99,86	99,86	99,86	95,55
05 CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	100,00	100,00	100,00	-
06 MINISTERE DES RELATIONS EXTERIEURES	2 230 001	2 230 001	2 230 001	2 230 001	1 945 561	1 945 561	1 945 561	87,24	87,24	87,24	85,71
07 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE	2 653 570	1 574 000	2 943 200	1 863 630	1 639 483	1 639 465	1 639 465	87,97	87,97	87,97	67,13
08 MINISTERE DE LA JUSTICE	5 143 381	4 395 402	5 143 381	4 395 402	3 759 395	3 758 289	3 758 289	85,53	85,51	85,51	76,78
09 COUR SUPREME	7 968 819	1 062 094	7 968 819	1 062 094	1 062 094	1 062 094	1 062 094	100,00	100,00	100,00	100,00
10 MINISTERE DES MARCHES PUBLICS	1 055 000	1 055 000	1 055 000	1 055 000	945 035	944 357	944 357	89,58	89,51	89,51	91,66
11 CONTROLE SUPERIEUR DE L'ETAT	440 000	440 000	440 000	440 000	439 244	439 244	439 244	99,83	99,83	99,83	100,00
12 DELEGATION GENERALE A LA SURETE NATIONALE	16 763 100	16 107 699	19 138 866	18 483 465	18 478 050	18 478 050	18 478 050	99,97	99,97	99,97	99,41
13 MINISTERE DE LA DEFENSE	6 561 519	3 763 730	20 367 059	17 569 270	17 467 790	17 467 695	17 467 695	99,42	99,42	99,42	99,42
14 MINISTERE DES ARTS ET DE LA CULTURE	832 298	832 298	905 262	905 262	852 614	846 594	846 594	94,18	93,52	93,52	76,27
15 MINISTERE DE L'EDUCATION DE BASE	27 386 394	27 386 394	19 636 197	19 636 197	18 352 937	17 761 170	17 761 170	93,46	90,45	90,45	79,77
16 MINISTERE DES SPORTS ET DE L'EDUCATION PHYSIQUE	52 038 628	48 405 839	21 626 153	17 993 364	17 869 330	17 869 051	17 869 051	99,31	99,31	99,31	99,34
17 MINISTERE DE LA COMMUNICATION	665 000	665 000	665 000	665 000	594 828	594 828	594 828	89,45	89,45	89,45	100,00
18 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	8 483 439	8 483 439	3 224 077	3 224 077	2 966 382	2 966 382	2 966 382	92,01	92,01	92,01	86,65
19 MINISTERE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION	1 144 101	1 144 101	1 144 101	1 144 101	1 015 019	1 007 519	1 007 519	88,72	88,06	88,06	88,94
20 MINISTERE DES FINANCES	2 875 000	2 725 000	3 275 080	3 125 080	2 105 921	2 095 881	2 095 881	67,39	67,07	67,07	84,26
21 MINISTERE DU COMMERCE	1 140 000	1 095 000	1 140 000	1 095 000	827 550	802 685	802 685	75,58	73,30	73,30	83,46
22 MINISTERE DE L'ECONOMIE, DE LA PLANIFICATION ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	38 208 014	38 208 014	41 470 580	41 470 580	41 075 993	41 073 433	41 073 433	99,05	99,04	99,04	94,38
23 MINISTERE DU TOURISME ET DES LOISIRS	6 070 449	6 020 449	6 070 449	6 020 449	6 008 780	5 978 588	5 978 588	99,81	99,30	99,30	94,17
25 MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES	14 639 900	14 639 900	5 842 861	5 842 861	5 579 076	5 540 324	5 345 953	95,49	94,82	91,50	87,85
26 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE L'EDUCATION CIVIQUE	9 565 646	9 565 646	9 365 646	9 365 646	9 164 792	9 059 940	9 059 940	97,86	96,74	96,74	56,61
27 MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DU	39 044 097	38 999 997	39 668 160	39 624 060	34 692 207	33 015 428	33 015 428	87,55	83,32	83,32	89,94

ETAT ANNEXE AU PROJET DE LOI DE REGLEMENT 2020
(EXECUTION DU BIP 2020)

Chapitre budgétaire / Budgetary Head	DOTATION LF RECTIFICATIVE		DOTATION FINALE		ENG.	LIQ.	ORD.	% ENG CP	% LIQ	% ORD	% RPH YS
	AE	CP	AE	CP	CP						
DEVELOPPEMENT LOCAL											
28 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	2 743 168	2 743 168	1 567 862	1 567 862	1 531 192	1 464 566	1 464 566	97,66	93,41	93,41	90,23
29 MINISTERE DES MINES, DE L'INDUSTRIE ET DU DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE	3 626 745	3 626 745	9 248 404	9 248 404	9 083 618	9 083 618	9 083 618	98,22	98,22	98,22	95,06
30 MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL	46 065 407	45 020 407	43 747 147	42 702 147	41 823 688	41 506 342	41 506 342	97,94	97,20	97,20	97,40
31 MINISTERE DE L'ELEVAGE, DES PECHEES ET DES INDUSTRIES ANIMALES	16 544 010	16 544 010	19 179 427	19 179 427	18 640 441	18 485 283	18 485 283	97,19	96,38	96,38	92,55
32 MINISTERE DE L'EAU ET DE L'ENERGIE	219 325 923	218 316 000	125 498 572	124 488 649	123 132 658	122 282 339	122 184 339	98,91	98,23	98,15	97,86
33 MINISTERE DES FORETS ET DE LA FAUNE	20 098 472	4 760 000	19 516 842	4 178 370	3 828 504	3 785 144	3 785 144	91,63	90,59	90,59	96,96
35 MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	6 865 364	6 329 944	4 335 175	3 799 755	3 307 618	3 293 739	3 293 739	87,05	86,68	86,68	44,22
36 MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS	361 478 830	357 266 611	305 640 137	301 427 917	299 573 800	299 075 973	299 075 973	99,38	99,22	99,22	95,01
37 MINISTERE DES DOMAINES, DU CADASTRE ET DES AFFAIRES FONCIERES	1 774 000	1 774 000	1 596 294	1 596 294	1 353 532	1 352 361	1 352 361	84,79	84,72	84,72	76,71
38 MINISTERE DE L'HABITAT ET DU DEVELOPPEMENT URBAIN	108 336 394	102 560 721	100 133 440	94 357 767	92 704 762	92 174 220	92 174 220	98,25	97,69	97,69	95,32
39 MINISTERE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, DE L'ECONOMIE SOCIALE ET DE L'ARTISANAT	3 449 838	3 449 838	3 449 838	3 449 838	3 335 483	3 236 503	3 236 503	96,69	93,82	93,82	62,40
40 MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE	81 850 827	80 697 499	50 220 059	49 066 731	48 148 799	47 492 246	47 472 249	98,13	96,79	96,75	95,33
41 MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIALE	325 000	325 000	325 000	325 000	99 987	39 995	39 995	30,77	12,31	12,31	30,77
42 MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES	2 554 541	2 554 000	2 554 541	2 554 000	2 439 913	2 398 393	2 398 393	95,53	93,91	93,91	86,18
43 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE	1 060 139	1 060 139	1 164 739	1 164 739	984 036	975 796	975 796	84,49	83,78	83,78	95,53
45 MINISTERE DES POSTES ET TELECOMMUNICATION S	20 203 601	20 203 601	8 608 797	8 608 797	8 580 067	8 579 962	8 579 962	99,67	99,67	99,67	99,58
46 MINISTERE DES TRANSPORTS	6 773 000	6 773 000	30 582 693	30 582 693	30 072 025	30 016 515	30 016 515	98,33	98,15	98,15	98,31
48 COMITE NATIONAL DE DESARMEMENT, DE DEMOBILISATION ET DE REINTEGRATION	2 000 000	2 000 000	1 537 516	1 537 516	1 500 756	1 500 756	1 500 756	97,61	97,61	97,61	97,61
49 CONSEIL CONSTITUTIONNEL	358 500	358 500	358 500	358 500	358 500	358 500	358 500	100,00	100,00	100,00	100,00
50 MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE	6 808 000	1 426 500	6 808 000	1 426 500	1 331 955	1 331 863	1 331 863	93,37	93,37	93,37	99,89

Chapitre budgétaire / Budgetary Head	DOTATION LF RECTIFICATIVE		DOTATION FINALE		ENG.	LIQ.	ORD.	% ENG CP	% LIQ	% ORD	% RPH YS
	AE	CP	AE	CP	CP						
ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE											
51 ELECTIONS CAMEROON	1 395 000	600 000	1 395 000	600 000	600 000	600 000	600 000	100,00	100,00	100,00	-
52 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES	128 704	128 704	128 704	128 704	98 468	98 468	98 468	76,51	76,51	76,51	76,65
53 SENAT	3 200 000	3 200 000	3 200 000	3 200 000	3 200 000	3 200 000	3 200 000	100,00	100,00	100,00	-
54 COMMISSION NATIONALE POUR LA PROMOTION DU BILINGUISME ET DU MULTICULTURALISME	540 000	540 000	540 000	540 000	540 000	540 000	540 000	100,00	100,00	100,00	-
60 SUBVENTIONS ET CONTRIBUTIONS	-	-	100 000	100 000	100 000	37 452	37 452	100,00	37,45	37,45	37,45
65 DEPENSES COMMUNES	-	-	10 073 911	10 073 911	9 712 286	9 712 286	9 712 286	96,41	96,41	96,41	96,41
92 PARTICIPATIONS	19 288 000	19 288 000	16 767 940	16 767 940	16 767 940	16 767 940	16 767 940	100,00	100,00	100,00	100,00
93 REHABILITATION/REST RUCTION	8 823 992	8 823 992	8 823 992	8 823 992	8 745 034	8 745 034	8 745 034	99,11	99,11	99,11	99,16
94 INTERVENTIONS EN INVESTISSEMENTS	92 232 831	92 232 831	137 982 121	137 982 121	137 851 975	136 043 983	136 023 983	99,91	98,60	98,58	98,02
95 REPORT	8 000 000	8 000 000	1 097 692	1 097 692	1 062 692	1 062 692	1 062 692	96,81	96,81	96,81	-
TOTAL BIP 2020	1 306 066 430	1 254 310 001	1 144 810 021	1 093 053 592	1 072 253 492	1 064 490 231	1 064 157 862	98,10	97,39	97,36	94,77

Le taux d'exécution physique du BIP 2020 (94,77%) est en hausse de 2,41 points par rapport à celui de 2019 (92,36%). Cependant, certaines administrations présentent des sous performances au terme de l'exercice budgétaire. Il s'agit notamment :

- **du MINAT** avec un taux d'exécution physique de **67,13%**, en raison de l'absence de la remontée d'information sur l'exécution des projets pluriannuels ;
- **du MINJEC** dont le taux d'exécution physique est de **56,61%**. Cette performance se justifie par l'insuffisante remontée d'information sur l'exécution du PTS-Jeunes en raison de l'inadéquation entre les ressources mobilisées au cours de l'exercice budgétaire et les opérations menées au cours du même exercice ;
- **du MINEFOP** avec un taux d'exécution physique de **44,22%** en raison du retard dans l'exécution du projet pluriannuel relatif à la construction de l'immeuble R+2 abritant les services centraux du MINEFOP du fait de la faible capacité financière de l'entreprise adjudicataire ;
- **du MINPMEESA** avec un taux d'exécution physique de **62,40%**. Ce taux s'explique par la lenteur observée dans l'exécution du projet de mise en place des plages artisanaux d'une dotation globale de FCFA 367,2 millions ;

- du MINTSS avec un taux d'exécution physique de **30,77%** en raison de la non exécution du projet relatif à l'acquisition de matériels roulants à hauteur de FCFA 150 millions.

III-3 Etat d'avancement des grands projets de première génération au 31 décembre 2020

L'année 2020 est marquée par l'intensification de l'exécution des Grands Projets. Ces Grands Projets s'exécutent pour la plupart depuis l'exercice budgétaire 2012, Le tableau ci-dessous présente quelques informations sur leur état de mise en œuvre.

Tableau 9 : Situation des Grands Projets en cours d'exécution/démarrage au 31 décembre 2020

INTITULE DU PROJET	ETAT DE MISE EN ŒUVRE/PREPARATION	DIFFICULTES RENCONTREES
Construction de l'autoroute Yaoundé-Douala (Phase I)	• L'état d'avancement global des travaux du projet est de 97,5 % pour une consommation financière de 86,32%. Les travaux restants sur les 40 premiers kilomètres portent sur l'exécution des glissières et des grilles de sécurité. Entre le PK40-PK60, les travaux de terrassement et d'ouvrages hydrauliques sont achevés. Il ne reste que l'achèvement des travaux de signalisation et de protection des talus, la construction du pont de 60 ml sur la rivière MANYAI et la mise en œuvre des couches des chaussées. • Les études relatives au raccordement de la phase 1 par Nkolbison à partir du PK0 et par la RN3 à partir du PK60 se poursuivent. • Pour ce qui est des travaux de raccordement pour la mise en exploitation de cette section autoroutière, les négociations	• Retards dans la production des documents nécessaires à la réalisation des études APS pour les raccordements à la RN3 par Boumnyebel et au réseau urbain de Yaoundé par Nkolbisson ; • Non-paiement de la part bailleur de fonds suite à la non mise en place de l'Escrow Account en raison notamment de la non détermination à date de l'exploitant de l'infrastructure ; • Nécessité de financements additionnels d'environ 71 milliards FCFA pour les travaux supplémentaires et de 45 milliards FCFA pour la fonctionnalité du projet ; • Retards dans le paiement des décomptes pour un montant total d'environ 32,64 milliards FCFA dont 1,49 milliards FCFA en FCP et 31,15 milliards FCFA en FINEX.
Travaux complémentaires de réhabilitation du tronçon de route Entrée EST de la ville de Douala, du PK10+400 au PK19+300 (pont sur la Dibamba).	A date, le taux d'avancement des travaux est estimé à 6,81%, pour une consommation financière nulle. Actuellement, les travaux sont en arrêt pour absence de ressources du fait de la non signature de la convention de financement. Avant cet arrêt, l'entreprise MAGIL à travers son sous-traitant RAZEL Bec avait déjà achevé les travaux ci-après : • le recalibrage de l'accotement côté gauche de la route existante pour en faire une troisième voie de circulation ; • l'aménagement et le raccordement sur la voie triomphale du stade de Japoma ; • l'aménagement et le raccordement sur le parvis et sur la voie d'accès au parking du stade de Japoma ; • le déplacement de la conduite CAMWATERØ 400	• Non signature à date du marché financier et de la convention de financement. La signature de ces deux documents permettrait le décaissement régulier des fonds par la Banque d'investissement et la reprise des travaux de MAGIL. • Retards dans le paiement des décomptes pour un montant global de 7,27 milliards FCFA • Occupation des emprises par des populations riveraines déjà indemnisées dans le cadre des travaux de la phase 1.

INTITULE DU PROJET	ETAT DE MISE EN ŒUVRE/PREPARATION	DIFFICULTES RENCONTREES
Construction de la route Sangmelima – Ouesso, lot 1 (Sangmelima – Djoum), Section 1 (Sangmelima – Mekok – Bikoula : 65 km)	Le taux de réalisation physique du projet est de 82,34%, répartis comme suit : • Installation de chantier : 90% ; • Travaux préparatoires et préparation de terrain : 99,51% • Terrassements généraux : 98 % ; • Préparation et compactage de la plateforme : 98% (60 km/65) ; • Ouvrages hydrauliques et d'assainissement : achevés à 97% (72/90) ; • Bitumage de 56 km sur 65 ; • Le taux d'exécution financière quant à lui est de 80,70% pour une consommation des délais de 98,64%	• Non Libération de 3,14 km de la totalité de l'emprise (ladite libération est tributaire du décret additif d'indemnisation des biens omis par le décret du 11 octobre 2018) ; • Retards dans le paiement des décomptes pour un montant total de 2,473 milliards FCFA dont 1,807 milliards FCFA à l'entreprise KAYSON 666 millions FCFA. Lesdits décomptes sont en cours de traitement au niveau de la BID et de la CAA. • Date limite de décaissement fixée au 30 juin 2021, que la BID entend ne plus proroger d'où la nécessité de mobiliser les ressources pour la prise en charge éventuelle des travaux en cas de non prorogation.
Construction de la route Sangmelima – Ouesso, lot 1 (Sangmelima – Djoum), Section 2 (Bikoula – Djoum : 38 km)	Le taux de réalisation physique du projet est de 82,5%, répartis comme suit : • Installation de chantier : 85% ; • Travaux préparatoires et préparation de terrain : 93% • Terrassements généraux : 90 % ; • Préparation et compactage de la plateforme : 81% (60 km/65) ; • Bitumage de 15 km sur 35 ; • Mise en œuvre du Plan de Gestion Environnementale et Sociale : 90%. • Le taux d'exécution financière quant à lui est de 79,5% pour une consommation des délais de 95,22%	• Non libération totale de l'emprise en raison de l'absence du décret d'indemnisation des personnes impactées par certains tronçons de l'infrastructure routière ; • Retards dans le paiement des décomptes de l'entreprise pour un montant total de 3,345 milliards FCFA. Les dits décomptes sont en cours de traitement au niveau des bailleurs et de la CAA.
Construction de l'autoroute Kribi-Lolabe	L'avancement des travaux à date est de 91,16%. Les principales avancées portent notamment sur : • Travaux préparatoires : 95% • Travaux de Terrassements : 95,18%. • Travaux de Chaussée : 93,58%. • Travaux d'Assainissement longitudinal : 88,84% ; • Ouvrage d'Art : 97,50% ; • Aire de péage : 26,96% ; • Glissière de sécurité : 56, 95% • Signalisation et équipement de sécurité : 55,48%.	
Construction de l'autoroute Lolabé-Kribi-Edéa (phase II, Edéa-Kribi, 92 km)	• Études de faisabilité réalisées et disponibles ; • Études APS réceptionnées ; • Dans le cadre de la réalisation du projet en PPP, la première phase de l'analyse des offres de l'APMI a été achevée.	Les premières évaluations donnent un coût du projet de 482 milliards FCFA HT pour les travaux. Une étude de mise en concession dans le cadre d'un PPP suggère une participation de l'Etat à hauteur de 60 % du financement pour une durée de 30 ans. La soutenabilité budgétaire du projet notamment la contribution attendue de l'Etat (289,2 milliards FCFA) n'est pas acquise.

INTITULE DU PROJET	ETAT DE MISE EN ŒUVRE/PREPARATION	DIFFICULTES RENCONTREES
Construction de l'autoroute Yaoundé-douala (phase II, Bibodi-Douala)	- Études de faisabilité réalisées et disponibles ; - Études APS réceptionnées ; - Dans le cadre de la réalisation du projet en PPP, la première phase de l'analyse des offres de l'APMI a été achevée.	Les premières évaluations donnent un coût du projet de 822 milliards FCFA HT pour les travaux. Une étude de mise en concession dans le cadre d'un PPP suggère une participation de l'Etat à hauteur de 60 % du financement pour une durée de 30 ans. Toutefois, la soutenabilité budgétaire du projet notamment la contribution attendue de l'Etat (493,2 milliards FCFA) n'est pas acquise.
Programme d'appui au secteur des transports 3 (construction de la ring road phase 2)	- Les études d'Impacts Environnementales et Sociales, et APD pour la réalisation des travaux d'aménagement de la route Kumbo – Nkambe – Misaje sont en cours de validation à la BAD ; - Par Décret n°2020/318 du 22 juin 2020, le Président de la République, a habilité le MINEPAT, à signer avec BAD, un accord de Prêt d'un montant de 106 milliards de Francs CFA, pour le financement partiel des travaux d'aménagement de la Route nationale n°11, la Ring Road.	L'achèvement des études conditionne la conclusion du financement pour les travaux retenus dans le plan d'endettement 2020
Construction de l'autoroute Yaoundé-Nsimalen section rase campagne	Le taux d'avancement des travaux à date est d'environ 94% pour une consommation de délais de 98%.	- Retards dans le paiement des décomptes pour un montant de 5,10 milliards FCFA en raison des tensions de trésorerie - Non Libération totale des emprises du projet en raison de l'indisponibilité des décrets d'indemnisation notamment la délocalisation de l'école publique de Meyo qui entrave l'achèvement de l'échangeur de Meyo ainsi qu'un tronçon de 326 m entravant l'achèvement de l'échangeur d'Ahala.
Construction de l'autoroute Yaoundé-Nsimalen section urbaine	- Les études d'Avant-Projet Détaillé sont disponibles. Les études d'impact environnemental et social sont en cours de validation. - Un Contrat Commercial a été signé le 10/12/2019 entre le Gouvernement de la République du Cameroun, représentée par Madame le MINH DU et l'Entreprise chinoise CCCC qui s'est engagée à rechercher les financements.	Retards dans le paiement des décomptes des groupements d'Entreprises/Louis Berger ayant réalisé l'étude d'APD.
Construction de la voie de contournement de Yaoundé	Etudes techniques APD/DCE et étude d'Impact Environnemental et Social en cours de réalisation.	Les populations vivant dans les zones à forte urbanisations (MEYO, AFFANOYA, ODZA, NSIMALEN) ne sont pas très favorable au passage de la Voie de contournement de Yaoundé dans leurs localités.
Contournement de la ville de Douala, avec la construction du 3eme pont sur le fleuve Wouri	Etudes APD en cours de finalisation	
Etudes de faisabilité de la construction du chemin de fer Edéa-Kribi- Campo	Etudes économiques, études de faisabilité technique et EIES disponibles, rapport de	Retards dans le paiement des décomptes transmis au MINFI pour un montant total d'environ 487,257 millions FCFA

INTITULE DU PROJET	ETAT DE MISE EN ŒUVRE/PREPARATION	DIFFICULTES RENCONTREES
	synthèse de l'étude de faisabilité en cours de validation.	La morphologie accidentée du terrain implique d'importants terrassements et pose des problèmes de choix des sites des gares.
Etudes de faisabilité de la construction du chemin de fer Douala-Limbé-Idenau	Etudes économiques, études de faisabilité technique et EIES disponibles, rapport de synthèse de l'étude de faisabilité en cours de validation.	- Retards dans le paiement des décomptes transmis au MINFI pour un montant total d'environ 281, 741 millions FCFA ; - L'insécurité dans la région du sud-ouest qui a contraint les BET à arrêter les travaux sur le fleuve du Mungo (limite de la région du Sud-Ouest) ; - Compte tenu du fait que le BET EGIS, est chargé de l'étude d'APS de l'autoroute Douala- Limbé, il se trouve que le Groupement TEAM ENGINEERING/CPCS /SPT a pu observer que la dernière version du tracé de l'autoroute présente de nombreuses interférences avec celui de la ligne ferroviaire. Le Groupement, a transmis le tracé de la ligne à EGIS en lui indiquant les passages de l'autoroute à modifier. Mais à date, EGIS ne leur a transmis aucune réponse ; - Le raccordement direct au futur port de Nguémé est impossible à cause de la forte dénivelée entre le tracé passant en périphérie de Limbé et le site du port (encore indéfini) .L'unique possibilité est de prévoir une branche de 2,8 km jusqu'à l'esplanade de transbordement reliée au port par la route
Projet d'Alimentation en Eau Potable de la ville de Yaoundé et ses Environs à partir du fleuve Sanaga (PAEPYS).	Le taux d'exécution global du projet est de 71,5 % pour une consommation financière de 78%. Les principales avancées des travaux se présentent comme suit : La station de captage et de pompage d'eau brute à Nachtigal : 85,7% ; L'usine de traitement d'eau d'Emana-Batchenga : 90,10 % ; La station de reprise de pompage d'eau traitée de Nkometou III : 80,50% ; La station de reprise d'eau traitée de Nyom : 32%. Le poste de transformation électrique de 90Kv/30 kV de Nkometou III : 89,6% ; Le réservoir d'eau potable de Ndindan à Yaoundé : 5,1% ; Les lignes de transport d'énergie électrique : 0 % à cause des indemnités non payées pour la libération des emprises concernées ; La pose des conduites de la station de captage d'eau de Nachtigal au réservoir de Ndindan, puis vers le réservoir d'Etoudi et de la grande mosquée : 10.2%. à cause des indemnités non versées pour la libération des emprises concernées.	Retards dans le paiement des décomptes de LABOGENIE pour un montant total de 394 millions FCFA en raison des difficultés de décaissement des Fonds de Contrepartie. Non libération de certaines emprises du projet (notamment l'emprise de la conduite de transport d'eau entre le village Ekoum-douma et le réservoir d'eau potable de Ndindan à Yaoundé) soit environ 30 km non libérés à ce jour, en raison du non-paiement des indemnités d'un montant d'environ 5 milliards FCFA. Il convient de noter qu'in montant d'environ 2,7 milliards FCFA est en cours de mobilisation via le mécanisme du Basket Fund des FCP.
Ligne d'évacuation d'énergie du barrage		Non-paiement des décomptes nécessaires pour la prise en charge des travaux exécutés par

INTITULE DU PROJET	ETAT DE MISE EN ŒUVRE/PREPARATION	DIFFICULTES RENCONTREES
hydroélectrique de MEMVE'ELE	Pour ce qui est de la composante ouvrage d'évacuation d'énergie, le taux d'exécution est de 91,30 %. Le Tronçon L1 (Memve'ele-Ebolowa, 294 pylônes sur 124 km) et le Poste 225/90 kv de Djob à Ebolowa sont achevés. Quant au Tronçon L2 (Ebolowa-Yaoundé, 392 pylônes sur 196 km), il reste 43 pylônes à monter sur 37 km. Le projet injecte en moyenne 90 MW dans le Réseau Interconnecté Sud. Par ailleurs, des actions ont été entreprises par le MINEE, à l'effet de contractualiser avec ENEO, pour la vente d'énergie et la sécurisation des recettes éventuelles.	l'entreprise SINOHYDRO, les prestations de la maîtrise d'œuvre et des indemnités restantes pour un montant total d'environ 25 milliards FCFA. Défaut de libération préalable des emprises pour la composante ouvrages d'évacuation d'énergie. Sur 06 départements que traversent ces ouvrages, seuls 04 disposent déjà de décrets portant indemnités. Sur les 02 autres départements que sont la Mefou et Akono et le Mfoundi, les rapports des CCE sont en cours de finalisation.
Aménagement hydroélectrique de BINI A WARAK (75 MW)	Les études APD, EIES du site sont disponibles. Le projet d'exécution des travaux retenus pour la 1ere vague a été validé par le maître d'œuvre du projet et le contrat des travaux est signé depuis 2019 et enregistré. Le taux d'avancement global des travaux est estimé à 9%. L'état d'exécution des travaux portent sur l'installation du chantier (la base vie, les voies d'accès et autres équipements, construction de la centrale de concassage des granulats, ...) et l'excavation de la partie gauche de l'emprise de la digue, l'exploitation des carrières de granulats et graviers. Le processus d'obtention du décret d'indemnisation des populations affectées la mise en œuvre de l'aménagement est en cours. Le dossier se trouve au niveau des Services du Premier Ministre. De même, les travaux de la CCE pour les sites de recasement des populations des villages situés dans l'emprise du barrage réservoir sont en cours.	Arrêt des travaux des différents prestataires engagés dans le cadre du projet du fait du non-paiement des décomptes en instance pour un montant total d'environ 36,361 milliards FCFA. Cette situation est due à la non mise en vigueur complète de la convention de financement qui empêche le paiement de l'avance de démarrage sollicitée par l'entreprise SINOHYDRO. A date, aucun décaissement n'a été effectué en dépit du paiement complet de la prime d'assurance SINOSUR, des frais d'administration du prêt et de l'ordre de décaissement adressé à la banque ICBC ; Non libération des emprises du projet, due à l'indisponibilité du décret d'indemnisation des populations affectées par la mise en œuvre dudit projet.
Aménagement hydroélectrique de Lom Pangar (usine de pieds d'une capacité de 30 MW et lignes d'évacuation de l'énergie)	Les travaux du Barrage de retenu sont achevés ; En ce qui concerne l'usine de pied et le poste d'évacuation, le taux d'avancement est estimé à 44,22% ; S'agissant de la construction de 305 km de lignes d'évacuation en 90 kV et des postes HT/MT, le taux d'avancement est de 45,67% pour la ligne HT Lom Pangar-Bertoua et le poste de Bertoua et 13,8% pour la ligne la ligne HT Abong Mbang-Bertoua, Bertoua-Batouri, et les postes de Batouri et d'Abong Mbang ; Pour ce qui est de l'électrification de la région de l'Est : 16,7% Construction des réseaux de distribution MT/BT et éclairage public Zone Bertoua Lot 1	Lenteur dans la disponibilité des décrets d'indemnisation et des fonds des CCE pour l'indemnisation des populations ; Retards dans le paiement des décomptes pour un montant total de 2,598 milliards FCFA dont 650 millions FCFA pour les travaux de l'usine de pieds et 1,900 milliards FCFA pour les avances de démarrage des travaux de la ligne Abong-Mbang-Bertoua-Batouri et de l'électrification de la région de l'Est. Lesdits décomptes sont en cours de traitement à la CAA ; Mauvais état de la route Bélabo-Lom Pangar ;

INTITULE DU PROJET	ETAT DE MISE EN ŒUVRE/PREPARATION	DIFFICULTES RENCONTREES
	16,7% Construction des réseaux de distribution MT/BT et éclairage public Zone Bertoua Lot 2 17,15% Construction des réseaux de distribution MT/BT et éclairage public de la Zone Batouri et la zone Abong-Mbang	Les retards accumulés amènent le projet (usine de pied) à s'achever en 2023 alors que la prorogation actuelle et le dernier décaissement couraient jusqu'à fin 2020. A cet effet, L'ANO de la BAD reste attendu pour la prorogation des délais au 31 décembre 2023 ; La loi de finance 2021 n'a pas prévu de financement en FCP pour le PAHLP au courant de l'exercice malgré la transmission du mémoire de dépense 2021 du projet
Construction de la seconde phase du Port en eau profonde de Kribi	(i) Le taux d'exécution physique du projet à date est de 27,7% répartis comme suit : • Travaux de dragage : 96% • Travaux de terrassements : 14% • Travaux de déroctage : 92,96% • Les travaux de la digue de protection peuvent être estimés à 15%	• Retards dans les paiements des décomptes pour un montant total d'environ 58,804 milliards FCFA dont 6,403 milliards FCFA en FCP et 52,401 milliards FCFA en FINEX. • En ce qui concerne les FCP, ce retard est dû aux difficultés rencontrées par le concessionnaire du terminal à conteneur à verser sa contribution. En outre, il apparaît indispensable que les FCP attendus à compter de l'exercice 2022, et ce jusqu'à la réception définitive des travaux, soient formellement inscrits au budget de l'Etat. • En ce qui concerne les FINEX, le retard est notamment dû à la conditionnalité de mobilisation des ressources extérieures à une mobilisation préalable des FCP.
Construction de 1 675 logements sociaux à Yaoundé/Olembé et à Douala/Mbanga-Bakoko	Le taux d'avancement global du Programme est de 77%, soit : • 81% à Yaoundé/ Olembé, avec 80 logements achevés et réceptionnés, 40 logements en cours de réception et 120 logements en cours d'achèvement. Les 360 autres logements objets de contrat résiliés sont en cours de réattribution pour achèvement. • 76% à Douala/ Mbanga-Bakoko, avec 420 logements achevés et réceptionnés. • le taux d'avancement global des travaux de la mise en habitabilité est de 80%, y compris les travaux des quaternaires. A date, la remise solennelle des clés à 230 acquéreurs de logements a eu lieu à Douala et à Yaoundé. • les travaux d'extension des réseaux des Concessionnaires, 2 marchés ont été signés à Yaoundé et 2 marchés à Douala pour les réseaux CAMWATER. Les taux d'avancement sont respectivement de 75% et 100% pour les marchés de Yaoundé et 82% et 100% pour ceux de Douala. Pour les réseaux ENEO, 2 marchés ont été signés à Yaoundé et 1 marché à Douala avec des taux d'avancement respectifs de 56% et de 75%.	• Le retard dans le paiement des décomptes. En effet, sur les 70 milliards FCFA attendus, seuls 41,67 milliards FCFA ont été mobilisés à ce jour. De plus 11 milliards environ inscrits dans les budgets respectifs du MINHDDU pour les exercices 2014 à 2018 n'ont pas encore été virés en totalité dans le compte du programme ; • Difficultés de réattribution des marchés résiliés due au manque de financement ; • L'indisponibilité du Titre Foncier de Mbanga-Bakoko/Douala ; • Le morcellement en plusieurs Titres Fonciers d'Olembé/Yaoundé par le MINDCAF, sans tenir compte du plan d'aménagement produit par la MAETUR, tensions sociales dans la zone rétrocédée aux riverains du fait de l'annulation de leur Titre Foncier aux riverains ; • L'occupation anarchique par les riverains d'une partie du site de Mbanga-Bakoko/Douala devant abriter les logements; ainsi que l'occupation des drains permettant l'évacuation des eaux de ruissellement.

INTITULE DU PROJET	ETAT DE MISE EN ŒUVRE/PREPARATION	DIFFICULTES RENCONTREES
Construction de 10 000 logements sociaux et équipements socio-culturels par la firme multi nationale PIZAROTTI	Le taux d'avancement global des travaux est de 8 % pour une consommation des délais de 87,5%. Les études de faisabilité pour la conception et la construction de la base industrielle sont à 56% de réalisation.	• La non disponibilité de site tant pour la base industrielle que pour les logements due à l'absence des décrets d'indemnisation ; • L'insuffisance dans le budget 2020 pour la prise en charge des indemnisations ainsi que des terrassements généraux ; • L'indisponibilité des décrets d'indemnisation des populations des sites de NKOLNTSAM, ZOUATOUPSI et EKANGA, ne permettant pas de procéder aux études géotechniques détaillées sur tous les sites ; • La lenteur dans la délivrance des Attestations de Prise en Charge qui plombe l'acheminement normal des Equipements ; • Nécessité de proroger la date d'échéance des décaissements qui arrive à terme le 01 octobre 2020 pour un taux de décaissement de 31%.

III-4 Etat de mise en œuvre du Plan Triennal Spécial Jeunes

Depuis la création du PTSJ, plusieurs actions ont été menées, notamment le financement de 38 groupes de jeunes sur fonds propre pour un montant de F CFA 380 millions. Ce programme a aussi permis la

mobilisation d'environ 800 000 jeunes aux besoins et aspirations diverses et leurs inscriptions à l'Observatoire de la jeunesse. Ces jeunes sont issus des 360 arrondissements du pays et de la Diaspora.

Le tableau ci-après récapitule la situation de l'exécution des activités du PTSJ depuis sa création.

Tableau 10 : Etat global de l'exécution des activités du PTSJ suite aux trois (03) premiers virements reçus

	Première tranche de financement		Deuxième tranche de financement		Troisième tranche de financement		TOTAL GENERAL	
	Nombre de projets	Montant des financements	Nombre de projets	Montant des financements	Nombre de projets	Montant des financements	Nombre de projets	Montant des financements
ADAMAOUA	5	11 449 000	24	42 320 500	31	56 257 930	60	110 027 430
CENTRE	21	61 807 500	206	107 109 400	22	57 422 000	249	226 338 900
EST	49	71 380 000					49	71 380 000
EXTREME-NORD	54	154 729 843	18	34 884 800	40	81 505 300	112	271 119 943
LITTORAL	21	49 084 000	300	120 916 000	27	50 908 500	358	220 908 500
NORD	15	51 869 246			17	51 408 000	15	103 277 246
NORD-OUEST	8	12 300 000	32	39 300 000	33	34 514 400	73	86 114 400
OUEST	7	12 658 000	33	42 073 000	37	48 600 250	77	103 331 250
SUD	28	35 426 225	12	21 170 000	49	58 972 700	89	115 568 925
SUD-OUEST	6	10 972 500	35	41 547 150	12	32 082 750	53	84 629 400
TOTAL	214	471 676 314	659	449 320 850	268	471 671 830	1 141	1 392 668 994
Mission de suivi et de recouvrement par les institutions de Microfinance 6%	28 323 686		50 679 150		28 328 170		107 331 006	
	TOTAL DES TROIS VIREMENTS						1 500 000 000	

Situation de l'exécution physico-financière des projets du PTSJ au terme de l'exercice 2020

La dotation budgétaire des crédits du PTSJ dans le BIP au titre de l'exercice 2020 s'élève à FCFA 6,1 milliards. Pour mémoire, lesdits crédits n'ont pas été impactés par la Loi de finances rectificative.

Les activités prévues pour l'exercice 2020 du PTSJ portaient principalement sur :

- le financement et l'installation de **1 491 projets** des jeunes en chaîne de valeur pour un montant total de FCFA **4,36 milliards**. A cet effet, des ateliers de renforcement des capacités des chefs
- de Centre Multifonctionnel de Promotion des Jeunes et d'arrimage des plans d'affaires des jeunes aux opportunités économiques locales, régionales et nationales ont été organisés ;

- l'équipement et l'acquisition de nouvelles fonctionnalités pour le Centre de télé référencement des jeunes.

Face aux mutations économiques subséquentes à l'adoption et la mise en oeuvre de la Stratégie Nationale de Développement, un modèle innovant et inclusif de l'agilité de l'initiative entrepreneuriale Jeune au

Cameroun a été proposé. Ce nouveau modèle est basé sur l'enjeu de la réduction de la dispersion observée dans l'entrepreneuriat jeune d'une part, et d'autre part la nécessité de créer un système générateur d'économies d'échelle.

La remise en question de la pertinence du modèle d'installation individuelle a donc conduit à la définition et à l'adoption d'un nouveau modèle économique pour le PTS-JEUNES : les Villages Pionniers et Clusters du Cameroun (VPC-Cam). Cette approche nouvelle qui révolutionne le mécanisme d'accompagnement permet de passer d'une logique individuelle à une logique d'installation collective ou de groupes structurés en chaîne de valeur au sein desquels des complémentarités sont développées, depuis l'approvisionnement jusqu'à la commercialisation en passant par la production, le transport et la transformation, voire l'exportation des produits locaux.

Au terme de l'exercice, les activités ci-après ont pu être menées :

- le processus d'appropriation du modèle REAMORCE (Renforcement moral, civique et entrepreneurial)-INSEC (Insertion économique)-VPC (Villages Pionniers et Clusters) a été mené
- au sein du MINJEC par la formation de 40 (quarante) grands formateurs nationaux et de 1000 (mille) formateurs régionaux, départementaux et d'arrondissement ;
- Sur les 148 289 jeunes recensés à l'ONJ en 2020, 14 689 ont suivi le parcours du REAMORCE ;
- 7 285 projets de jeunes ont été réévalués afin de les ajuster pour les rendre cohérents avec la logique des VPC-Cam ;
- 5 068 jeunes se sont vus repositionnés dans les logiques des VPC à la faveur des missions conduites sur le terrain, en prélude au démarrage effectif des VPC ;
- 2 018 jeunes ont été sélectionnés au niveau de la base par les forces vives des différentes localités en vue de respecter les équilibres sociologiques pour leur installation dans les maillons des VPC-Cam 2020 ;
- 66 Villages pionniers et 83 clusters ont été rendus opérationnels par le démarrage des activités d'aménagement des sites et de préparation des champs.

Tableau 11 : Situation de l'installation des jeunes dans les Villages Pionniers et Clusters du Cameroun en 2020

Région	Nombre de jeunes enregistrés ONJ	Nombre de jeunes réamorcés	Nombre de jeunes dont les business plans ont été ajustés	Nombre de jeunes repositionnés dans les VPC	Nombre de projets retenus pour le financement 2020
ADAMAOUA	683	603	40	40	52
CENTRE	4 934	1 630	233		456
EST	2 627	2 007	2 007	1 625	52
EXTREME-NORD	107 246	3 312	3 089	1 464	205
LITTORAL	21 010	1 536	413	295	112
NORD		2 591	47	120	394
NORD-OUEST	915	1 084	146	306	32
OUEST	10 355	1 284	662	550	157
SUD		60	40	60	47
SUD-OUEST	519	582	608	608	608
TOTAL	148 289	14 689	7 285	5 068	2 018

Source : MINJEC, Rapport à mis-parcours 2020 du PTSJ

III-5 Evolution globale de l'exécution physico-financière du BIP au cours des exercices 2016-2020

Tableau 12: Évolution globale de l'exécution physico-financière du BIP au cours des exercices 2016-2020

	Engagement						Liquidation						Ordonnancement						Réalisation Physique					
	LR 2016	LR 2017	LR 2018	LR 2019	LR 2020	Variation	LR 2016	LR 2017	LR 2018	LR 2019	LR 2020	Variation	LR 2016	LR 2017	LR 2018	LR 2019	LR 2020	Variation	LR 2016	LR 2017	LR 2018	LR 2019	LR 2020	Variation
						2019-2020						2019-2020						2019-2020						2019-2020
Ensemble du BIP	95,76	98,94	107,69	98,78	98,1	-0,68	95,16	97,18	104,69	97,93	97,39	-0,54	95,13	96,75	104,42	97,74	97,36	-0,39	94,52	96,15	100,25	97,85	94,77	-3,08
Ressources externes	88,77	100	122,22	100,92	99,92	-1	88,77	100	122,22	100,92	99,92	-1	88,77	100	122,22	100,92	99,92	-1	88,77	100	109,9	100,91	99,92	-0,99
Ressources internes (G. centrale +C. délégués)	99,07	98,18	95,67	96,45	96,72	0,27	98,19	95,17	90,19	94,68	95,47	0,79	98,15	94,44	89,69	94,29	95,42	1,13	98,22	93,08	91,15	94,28	90,26	-4,01
Crédits à gestion centrale	99,61	98,68	98,09	98,69	98,57	-0,12	99,28	97,36	95,1	97,71	98,44	0,74	99,24	96,54	94,52	97,23	98,38	1,15	99	93,77	93,42	97,49	90,56	-6,93
Crédits délégués et Ressources Transférées	92,28	94,3	81,2	85,91	89,54	3,63	84,48	78,11	60,87	80,45	83,96	3,51	84,48	78,11	60,87	80,45	83,95	3,49	91,2	88,22	76,38	80,3	89,31	9,01
ADAMAOUA	96,89	99,29	93,69	98,41	97,11	-1,3	96,54	97,31	84,36	95,83	95,4	-0,43	96,54	97,31	84,36	95,83	95,4	-0,43	98,47	98,9	93,08	94,43	96,59	2,16
CENTRE	87,38	90,57	83,53	88,71	88,94	0,23	71,49	68,18	78,35	83,24	83,38	0,14	71,49	68,18	78,35	83,24	83,38	0,14	84,81	79,28	86,8	85,21	90,61	5,4
EST	85,89	98,88	80,14	88,18	89,63	1,45	59,27	82,75	66,07	86,7	87,2	0,5	59,27	82,75	66,07	86,7	87,2	0,5	81,46	92,4	84,03	85,22	80,08	-5,14
EXTREME NORD	92,8	93,66	78,72	90,07	92,63	2,57	89,95	69,81	70,54	85,64	90,34	4,7	89,95	69,81	70,54	85,64	90,23	4,59	94,49	86,01	78,05	84,78	91,26	6,49
LITTORAL	94,44	94,11	72,6	85,39	90,43	5,05	88,25	64,57	62,56	75,78	86,41	10,63	88,25	64,57	62,56	75,78	86,41	10,63	92,13	82,8	77,08	80,11	92,73	12,62
NORD	95,14	93,19	95,09	97,07	95,54	-1,53	94,36	79,87	86,78	88,44	90,43	1,99	94,36	79,87	86,78	88,44	90,43	1,99	96,86	92,88	92,06	91,68	97,03	5,36
NORD-OUEST	97,16	99,55	69,12	61,25	83,92	22,67	93,4	95,26	52,43	55,26	83,71	28,45	93,4	95,26	52,43	55,26	83,71	28,45	96,02	97,87	53,43	51,82	78,31	26,49
OUEST	91,89	97,2	79,31	80,63	74,85	-5,78	84,8	79,45	54,35	75,62	64,9	-10,72	84,8	79,45	54,35	75,62	64,9	-10,72	90,18	87,31	75,09	77,58	88,77	11,18
SUD	92,07	95,15	81,07	84,66	92,64	7,98	88,94	78,7	62,36	75,97	80,78	4,81	88,94	78,7	62,36	75,97	80,78	4,81	90,89	89,53	68,43	81,29	90,27	8,98
SUD-OUEST	97,12	82,58	70,85	78,98	95	16,02	94,53	74,29	52,73	73,57	89,88	16,31	94,53	74,29	52,73	73,57	89,88	16,31	96,85	91,75	54	72,31	93,51	21,2

Source : MINEPAT

IV-DIFFICULTES RENCONTREES DANS L'EXECUTION DU BIP 2020, MESURES PRISES ET PERSPECTIVES POUR 2021

Le BIP 2020 a connu une exécution mitigée en raison de la situation de restriction nationale et même internationale qui a conduit à un ralentissement des activités économiques ; les principales difficultés/recommandations à la bonne exécution du Budget d'Investissement Public 2020, sont regroupées suivant les grandes étapes de l'exécution des projets, notamment la contractualisation, l'exécution physico-financière et le suivi des projets. Il s'agit de :

1) **Contractualisation des projets**

i) **Difficultés rencontrées**

Les principales difficultés relevées en matière de contractualisation des projets du BIP 2020 sont les suivantes :

- appropriation insuffisante des procédures de contractualisation des projets ;
- non-respect des plans de passation des marchés ;
- maturation insuffisante de certains projets

ii) **Recommandations**

- envisager le renforcement des capacités des intervenants de la chaîne de la dépense en vue d'une meilleure appropriation par ces derniers, des procédures de la commande publique ;
- sensibiliser les commissions régionales sur la nécessité d'assurer la maturation de tous les projets à inscrire dans le BIP ;

2) **Exécution physico-financière des projets**

i) **Difficultés rencontrées**

- la faible appropriation des procédures d'exécution du BIP par les Chefs des exécutifs communaux nouvellement élus ;
- la faible appropriation des procédures d'exécution des FCP et subventions d'investissement par les responsables des structures bénéficiaires desdites ressources, entraînant la non-exécution des projets ;
- l'impossible mobilisation des prestataires sur les sites de projets en raison de la crise sécuritaire dans certaines régions ;
- la difficile poursuite/réalisation des projets contractualisés ayant subi la coupe budgétaire suite à l'ordonnance ;
- la faible capacité financière des entreprises adjudicataires.

ii) Recommandations

- poursuivre la mise en œuvre des instructions du MINEPAT relatives au renforcement des capacités des Chefs des exécutifs communaux concernés ;
- sensibiliser continuellement les responsables des structures bénéficiaires des FCP et des subventions à s'approprier les procédures d'exécution ;
- poursuivre la mise en œuvre des programmes spéciaux de reconstruction des Régions concernées ;
- reconduire en priorité lesdits projets à l'exercice budgétaire suivant ;
- engager la responsabilité des établissements bancaires qui délivrent des cautions et des attestations de capacité financière.

3) Suivi de l'exécution des projets

i) Difficultés rencontrées

- la non exhaustivité des informations sur l'exécution des crédits alloués aux CTDs en raison de la remontée insuffisante au niveau des administrations sectorielles des informations y relatives ;
- la non transmission des rapports sur l'exécution des projets à financement conjoint et ceux bénéficiant des crédits de subventions en investissement, par les responsables concernés.

ii) Recommandations

- mettre en place un mécanisme de remontée régulière des informations sur l'exécution des ressources transférées aux CTDs ;
- sensibiliser davantage les responsables des projets à financement conjoint et les chefs des structures bénéficiaires des crédits en subvention d'investissement sur la transmission des rapports d'exécution.

En termes de **perspectives** pour la bonne exécution des projets du BIP pour l'exercice 2021, il pourrait être envisagé :

- le renforcement de l'accompagnement des intervenants impliqués dans l'exécution du BIP ;
- le renforcement des capacités des responsables des Etablissements et Entreprises Publics bénéficiaires des subventions en investissement ;
- le renforcement des capacités des exécutifs communaux et régionaux ;

le renforcement du suivi de l'exécution des projets du BIP à travers la tenue effective des cadres de concertation et des comités locaux de suivi du BIP

V- ANNEXES

SYNTHE D'EXECUTION DU BIP PAR CHAPITRE, REGION, PROGRAMME, ACTION, ACTIVITE ET TACHE

